

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

**ACCORD CADRE À BONS DE COMMANDE RELATIF À
L'INFOGÉRANCE D'EXPLOITATION DU PARC ET DU
SYSTÈME INFORMATIQUES DU CNSMD DE LYON
Réf. n°2025_06_INFOGERANCE**

*MARCHÉ PASSÉ SELON LA PROCÉDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT PRÉVUE AUX ARTICLES
L.2124-2, R.2124-2, R.2161-2 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE*

LOT UNIQUE

POUVOIR ADJUDICATEUR :

Conservatoire National Supérieur de Musique et Danse (CNSMD) de Lyon
3 quai Chauveau
CP.120
69266 LYON cedex 09
tél. 04 72 19 26 26 - fax. 04 72 19 26 00

Statut : Établissement public administratif sous tutelle du Ministère de la culture

(Le présent document comporte 11 feuillets numérotés de 1 à 11)

Table des matières

ARTICLE 1- OBJET, PROCÉDURE ET FORME DU MARCHÉ	3
1.1- OBJET ET NATURE DU MARCHÉ	3
1.2- PROCEDURE DE PASSATION.....	3
1.3- FORME DE L'ACCORD CADRE	3
ARTICLE 2- DURÉE ET DÉLAI D'EXÉCUTION DE L'ACCORD CADRE	4
ARTICLE 3- MARCHÉS DE PRESTATIONS SIMILAIRES	4
ARTICLE 4- PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	4
ARTICLE 5- OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	4
5.1- OBLIGATIONS GENERALES.....	4
5.2- SOUS-TRAITANCE	5
5.3- OBLIGATION PORTANT SUR LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS	5
5.4- OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES (ARTICLE 16.2 DU CCAG-TIC)	5
ARTICLE 6- OBLIGATIONS DU POUVOIR ADJUDICATEUR	5
ARTICLE 7- CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS PAR LE TITULAIRE	5
ARTICLE 8- CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES	6
ARTICLE 9- OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION, ADMISSION, AJOURNEMENT, RÉFACTION ET REJET	6
ARTICLE 10- PRIX, REMUNERATION	6
10.1- NATURE DES PRIX	6
10.2- MINIMUM ANNUEL GARANTI.....	6
10.3- BONS DE COMMANDE AU-DELA DU MINIMUM.....	6
10.4- REVISION DU PRIX.....	6
ARTICLE 11- PÉNALITÉS	7
11.1- PENALITES DE RETARD	7
11.2- PENALITES POUR NON-RESPECT D'UNE OBLIGATION PORTANT SUR LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS	7
ARTICLE 12- MODALITÉS DE RÈGLEMENT	8
12.1- AVANCE	8
12.2- PAIEMENTS, ECHEANCIER ET ACOMPTES.....	8
12.3- INTERETS MORATOIRES	9
12.4- MODALITES DE FACTURATION	9
ARTICLE 13- ASSURANCES	10
ARTICLE 14- RÉSILIATION DE L'ACCORD CADRE	11
ARTICLE 15- RÈGLEMENT DES LITIGES	11
ARTICLE 16- DÉROGATIONS AU CCAG-TIC	11

ARTICLE 1- OBJET, PROCÉDURE ET FORME DU MARCHÉ

1.1-Objet et nature du marché

Le présent marché a pour objet l'infogérance d'exploitation du parc et du système informatiques du Conservatoire National Supérieur de Musique et Danse (CNSMD) de Lyon. Cette prestation de service d'infogérance prend la forme d'un accord cadre annuel à bons de commande.

Code CPV principal : 72500000 « Services informatiques »

La description des compétences et prestations attendues est fournie dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) de référence est le CCAG applicable aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, publié au JORF du 1^{er} avril 2021. Il s'applique au présent marché, sous réserve des dispositions dérogatoires prévues dans les documents particuliers.

Lieux d'exécution des prestations : 3 quai Chauveau 69009 Lyon et 6 quai Saint-Vincent 69001 Lyon.

1.2-Procédure de passation

Le présent accord cadre est passé selon la procédure formalisée d'appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2, R. 2161-2 et suivants du Code de la commande publique.

1.3-Forme de l'accord cadre

1.3.1 Accord-cadre unique

L'accord-cadre n'est pas alloté dans la mesure où la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations (article L. 2113-11 du code de la commande publique).

Il ne comprend pas de variante.

1.3.2 Accord-cadre à bons de commande et prix unitaires

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande, avec **une quantité minimum de 500 heures annuelles et un maximum de 750 heures annuelles toutes prestations comprises**, à ne pas dépasser sur toute la durée de l'accord-cadre en application des articles L.2125-1 et R.2162-4 du Code de la commande publique.

Les prestations sont commandées par bons de commande notifiés au fur et à mesure des besoins du pouvoir adjudicateur.

Les bons de commande comportent, a minima, les informations suivantes :

- Le numéro (référence) et l'objet de l'accord-cadre ;
- Le nombre d'heures à réaliser ;
- le prix d'engagement correspondant aux prix du BPU ;
- le lieu de réalisation ;
- la date de la commande ;
- l'adresse de facturation.

ARTICLE 2- DURÉE ET DÉLAI D'EXÉCUTION DE L'ACCORD CADRE

Le présent accord cadre est conclu pour une période de 12 mois. Par dérogation à l'article 13.1.1 du Cahier des clauses administratives générales (CCAG-TIC), le délai d'exécution de l'accord cadre court à compter du 1^{er} janvier 2026.

L'accord cadre sera reconduit tacitement par périodes successives de 12 mois, sans que le titulaire ne puisse s'y opposer et sans que la durée totale du marché ne puisse excéder 4 ans, sauf en cas de décision de non-reconduction du marché notifiée par le pouvoir adjudicateur au titulaire (par lettre recommandée avec avis de réception) au moins deux mois avant l'échéance annuelle.

Par conséquent, le présent accord cadre arrivera à échéance le 31 décembre 2029 au plus tard.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre et être exécutés jusqu'à deux mois suivant l'expiration de celui-ci.

ARTICLE 3- MARCHÉS DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Le pouvoir adjudicateur pourra négocier avec le titulaire, sans publicité préalable et sans mise en concurrence, un marché de prestations similaires en application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

ARTICLE 4- PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Tout soumissionnaire ayant déposé une offre est réputé avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché et accepté toutes les clauses qu'elles comportent.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, les pièces constitutives du marché sont, par ordre décroissant de priorité, les suivantes :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière : le bordereau de prix unitaire (BPU), intégralement complétés, datés et signés, dont les originaux sont conservés par l'administration ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, publié au JORF du 1^{er} avril 2021, dont le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre décroissant de priorité indiqué ci-dessus.

Toute clause figurant aux conditions générales du titulaire, sur ses tarifs ou au dos des factures, et contraire aux documents contractuels indiqués ci-dessus, est réputée non écrite. Les conditions générales du titulaire sont en particulier concernées par cette disposition.

ARTICLE 5- OBLIGATIONS DU TITULAIRE

5.1-Obligations générales

Le titulaire a une **obligation de résultat**. Il doit s'assurer tout au long de l'exécution du marché du bon fonctionnement du système d'information (SI) du CNSMD de Lyon et de sa sécurité effective.

Il reconnaît avoir pris connaissance des équipements et installations informatiques de l'établissement. Il ne pourra se prévaloir de la méconnaissance ou du manque d'information sur ces équipements et installations pour se soustraire à ses engagements.

Le titulaire est réputé avoir inclus dans son offre tous les moyens techniques, logistiques et humains à mettre en œuvre pour exécuter les prestations et atteindre les objectifs de résultats.

Le titulaire est également soumis à un **devoir de conseil** conformément à l'article 3.9 du CCAG-TIC et à une **obligation d'information complète et objective** sur les solutions proposées.

Les personnes intervenant pour le compte du titulaire doivent se conformer au règlement intérieur de l'établissement ainsi qu'aux consignes en matière de sécurité et sûreté en vigueur au sein du CNSMD de Lyon.

5.2-Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur et de l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant, en application des dispositions fixées par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et des articles L. 2193-1 et suivants et R. 2193-1 et suivants du Code de la commande publique.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-TIC.

Pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire doit adresser au pouvoir adjudicateur un dossier comprenant :

- un acte spécial (imprimé DC4) renseigné et signé,
- les pièces justifiant les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant,
- les attestations fiscales et sociales du sous-traitant,
- l'extrait K-bis ou inscription au RCS du sous-traitant.

5.3-Obligation portant sur la protection des travailleurs

Conformément à l'article L.8222-1 du code du travail, le titulaire devra s'acquitter des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 de ce même code.

Dans le déroulement de sa prestation, le titulaire devra respecter les obligations de sécurité et de santé au travail prévues par la législation en vigueur.

5.4- Obligations environnementales (article 16.2 du CCAG-TIC)

Sans objet (la mise en œuvre de l'article 16.2 du CCAG-TIC n'est pas adaptée à l'objet du présent marché).

ARTICLE 6- OBLIGATIONS DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Le CNSMD de Lyon s'engage à :

- faciliter l'accès du titulaire et de ses intervenants aux locaux,
- communiquer au titulaire tous documents et informations nécessaires à l'exécution des prestations et collaborer activement avec lui tout au long de l'exécution des prestations,
- désigner un interlocuteur unique au CNSMD assurant le suivi de l'exécution du présent marché, à sa notification au titulaire.

ARTICLE 7- CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS PAR LE TITULAIRE

Les conditions d'exécution des prestations sont définies à l'article 3 du CCTP, qui fixe notamment les modalités et les délais d'intervention, la composition de l'équipe du titulaire, l'obligation pour le titulaire

de rendre compte trimestriellement de son activité au CNSMD de Lyon. Les dispositions du CCAG-TIC relatives aux conditions d'exécution des marchés relevant de son champ d'application complètent le présent CCTP pour tout ce qui ne serait pas encadré par ce document.

ARTICLE 8- CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur sont soumis à l'obligation de confidentialité concernant les informations, documents ou éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, dont ils auraient connaissance dans l'exécution du présent marché. La mise en œuvre de cette obligation de confidentialité se fait dans le respect des conditions fixées à l'article 5.1 du CCAG-TIC.

Les conditions de protection des données à caractère personnel (respect du RGPD) sont fixées à l'article 4 du CCTP, complété par l'article 5.2 du CCAG-TIC.

ARTICLE 9- OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION, ADMISSION, AJOURNEMENT, RÉFACTION ET REJET

Les opérations de vérification ainsi que les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont effectuées dans les conditions prévues aux articles 30 à 34 du CCAG-TIC par le responsable SI du CNSMD de Lyon (ou toute autre personne expressément désignée par le pouvoir adjudicateur).

ARTICLE 10- PRIX, REMUNERATION

10.1- Nature des prix

L'accord-cadre est conclu à prix unitaires, exprimés en euros hors taxe par heure de prestation, en application de l'article R.2112-6 du Code de la commande publique. Les tarifs horaires sont indiqués dans le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement.

10.2- Minimum annuel garanti

Le pouvoir adjudicateur s'engage à garantir au titulaire un minimum annuel d'heures de prestations fixé à 500 heures.

Les modalités de facturation sont prévues à l'article 12.2 du CCAP.

Ce paiement est dû en contrepartie de l'obligation de disponibilité du titulaire, même en l'absence de bons de commande.

10.3- Bons de commande au-delà du minimum

Les prestations au-delà du minimum garanti feront l'objet de bons de commande notifiés au fur et à mesure des besoins du pouvoir adjudicateur, selon les modalités prévues au 1.3.2 du présent CCAP, au prix indiqué dans le BPU.

10.4- Révision du prix

Le prix forfaitaire annuel est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro – M_0 ».

Il est ferme la première année d'exécution du marché, puis il est révisé à chaque reconduction annuelle (au 1er janvier). La révision s'opère à la hausse ou à la baisse. Dans tous les cas, elle ne peut entraîner une augmentation de plus de 3% par an du prix en vigueur.

La révision s'opère par application de la formule suivante :

$$P = P_0 [0,15 + 0,85 \times (A/A_0)]$$

Formule dans laquelle :

P = prix révisé

P₀ = prix initial.

A = valeur de l'indice Syntec connue le mois précédent la révision

A₀ = valeur de l'indice Syntec connue le mois précédent la notification du marché (ou dernière révision)

<https://www.syntec.fr/indicateurs/indice-syntec/>

En cas de disparition de l'indice Syntec, un indice de substitution sera retenu d'un commun accord, ou à défaut, déterminé par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire procède au calcul de la révision des prix applicable à chaque reconduction annuelle du marché. Il fournit au pouvoir adjudicateur les informations (notamment la valeur des indices) nécessaires au contrôle du calcul

ARTICLE 11- PÉNALITÉS

11.1- Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, en cas de non-respect des délais d'intervention fixés à l'article 4.2 du CCTP, une pénalité forfaitaire de 150 € par demi-journée de retard sera appliquée. Le pouvoir adjudicateur mettra en œuvre la procédure contradictoire prévue à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC avant application éventuelle de la pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, les pénalités de retard sont dues quel que soit leur montant.

11.2- Pénalités pour non-respect d'une obligation portant sur la protection des travailleurs

11.2.1 Inobservation des règles de sécurité et de santé au travail

En cas de constatation par le pouvoir adjudicateur du non-respect des normes législatives et réglementaires en vigueur en matière de sécurité et de santé au travail par le titulaire, celui-ci encourt une pénalité fixée à 50 € par jour jusqu'à la régularisation de la situation.

Une décision de suspension de l'exécution du marché peut être adoptée par le pouvoir adjudicateur. Le marché sera de nouveau exécuté, par une nouvelle décision du pouvoir adjudicateur, une fois que le titulaire aura rempli toutes les obligations qui lui incombent.

- Si le titulaire ne se conforme pas rapidement aux normes en vigueur en la matière, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché pour faute, sans indemnisation, dans les conditions prévues à l'article 50 du CCAG-TIC.
- Si le titulaire livre sa prestation hors délais en raison de la suspension du marché pour les motifs décrits ci-dessus, les pénalités de retard prévues à l'article 13.1 du présent CCAP seront appliquées par le pouvoir adjudicateur.

11.2.2 Inobservation des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail

Conformément à l'article L.8222-1 du code du travail, le titulaire devra s'acquitter des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 de ce même code.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le titulaire qui ne respecte pas ces formalités ne donne pas suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, le pouvoir adjudicateur pourra soit appliquer les

pénalités, soit résilier le marché pour faute du titulaire, sans indemnités et aux frais et risques du titulaire, dans les conditions prévues aux articles 50 et 54 du CCAG-TIC.

Le titulaire encourt une pénalité de 100 € par jour de retard, après mise en demeure demeurée sans effet au terme du délai de quinze jours fixé par l'article R.8222-3 du code du travail.

L'application de cette pénalité est plafonnée dans les limites du délai fixé au 2^{ème} alinéa de l'article L.8222-6 du code du travail.

ARTICLE 12- MODALITÉS DE RÈGLEMENT

12.1- Avance

Conformément aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur versera une avance au titulaire si le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes.

Cette avance s'applique automatiquement, sauf renonciation expresse du titulaire mentionnée dans l'acte d'engagement.

S'agissant du taux de l'avance, il est fait application de l'option A de l'article 11.1 du CCAG-TIC. Si le titulaire, ou le cas échéant le sous-traitant, est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est de 20% du montant initial toutes taxes comprises du marché.

Si le titulaire, ou le sous-traitant, n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le montant de l'avance correspondra à 10 % du montant initial toutes taxes comprises du marché.

L'avance sera versée au titulaire dans un délai de 30 jours à compter de la date de début d'exécution du marché (01/01/2022) pour la période initiale ; pour chaque reconduction du marché, l'avance sera versée au titulaire dans un délai de 30 jours à compter du premier jour de la période de reconduction concernée.

L'avance ne constituant pas un paiement définitif par le pouvoir adjudicateur, celui-ci l'imputera sur les sommes dues au titre des factures transmises par le titulaire. Le remboursement de l'avance se fera dans les conditions prévues aux articles R. 2191-11-al.2 et R. 2191-12 du Code de la commande publique.

12.2- Paielements, échéancier et acomptes

Les paiements dus au titulaire sont réalisés conformément aux règles de la comptabilité publique. Le comptable assignataire de la dépense chargé du paiement est Madame l'Agent Comptable du CNSMD de Lyon.

Les prestations sont réglées sur présentation des factures par le titulaire. Les paiements s'effectuent par mandat administratif (virement bancaire) dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la facture, sous réserve de la certification du service fait par le pouvoir adjudicateur.

Jusqu'au plafond des 500 heures annuelles garanties dans le marché ((250h x tarif horaire 1 HT) + (125h x tarif horaire 2 HT) + (125h x tarif horaire 3 HT)), la facturation mensuelle correspond aux heures réellement effectuées et justifiées, sans bon de commande préalable.

Si au 31/12 de l'année en cours, les 500h annuelles de prestations n'ont pas été atteintes, une facturation complémentaire sera émise pour couvrir les 500h garanties par le marché.

Si les 500h annuelles de prestations sont atteintes avant le 31/12 de l'année en cours, les heures complémentaires seront facturées selon les bons de commande émis au fur et à mesure des besoins du pouvoir adjudicateur, dans la limite de 750h par an.

Les factures sont accompagnées du décompte détaillé des heures effectuées.

12.3- Intérêts moratoires

Si le pouvoir adjudicateur n'a pas effectué les paiements dans le délai de 30 jours après réception de la facture, les intérêts moratoires courent de plein droit au profit du titulaire du marché, ou des éventuels cotraitants et sous-traitants payés directement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

La formule de calcul des intérêts moratoires est la suivante :

$$IM = \frac{M \times J \times T}{365}$$

Où :

- IM = le montant des intérêts moratoires ;
- M = le montant TTC de la facture ;
- J = le nombre de jours de retard ;
- T = taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal, majoré de huit points.

-
Au montant calculé en application de cette formule s'ajoute une indemnisation forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement.

12.4- Modalités de facturation

Les paiements sont effectués sur demande de paiement (facture) émise par le titulaire et après certification du service fait par le pouvoir adjudicateur, selon les règles de la comptabilité publique.

Chaque facture devra être établie en se conformant aux dispositions légales et réglementaires applicables (voir les articles D.2192-2 du code de la commande publique et L.441-9 du code de commerce), et comprendra, *a minima*, les indications suivantes :

- la date d'émission et le n° de la facture ;
- les nom et adresse du créancier, son numéro d'inscription au registre du commerce ;
- les coordonnées bancaires du titulaire (IBAN et BIC) le cas échéant, ou à défaut le titulaire devra transmettre un RIB au moment du premier paiement ;
- le numéro et l'objet du marché ;
- les prestations effectuées ;
- le montant hors TVA de la prestation exécutée ;
- le taux et le montant de la TVA et des taxes parafiscales éventuelles ;
- le montant total toutes taxes comprises.

L'absence d'une mention obligatoire entraîne le renvoi de la facture.

Les factures devront être adressées à :

Conservatoire national supérieur de musique et danse de Lyon
Service des affaires financières
3, quai Chauveau – CP120
69266 Lyon cedex 09

Le titulaire du marché transmet obligatoirement les factures sous forme électronique (voie dématérialisée) sur le portail public de facturation « Chorus Pro ». Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) **Mode portail** :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures.

2) **Mode service ou API** (*Application Programming Interface*)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) **Mode EDI** (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

rubrique « nous contacter »

Pour tout renseignement complémentaire relatif à l'identification du pouvoir adjudicateur sur Chorus Pro, le titulaire peut contacter le service financier du Conservatoire National Supérieur de Musique et Danse de Lyon (CNSMDL) ou alors indiquer les conditions de dépôt des factures pour le compte du CNSMDL : Portail Chorus Pro – en identifiant le CNSMDL par le numéro de SIRET 196 931 331 00017 – Pas d'engagement à renseigner – Service des factures publiques.

ARTICLE 13- ASSURANCES

Le titulaire engage sa responsabilité en cas d'accident ou dommage engendré par l'exécution du présent marché et touchant son propre personnel, les agents techniques et administratifs du CNSMD de Lyon, les étudiants et toute tierce personne présente à proximité et dans l'enceinte des bâtiments du Conservatoire, que cet accident soit dû à une défaillance des règles de sécurité ou à une absence de précautions de la part du titulaire.

Il doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accident ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-TIC, le titulaire fournit lors de la remise de sa candidature au présent marché son attestation d'assurance responsabilité civile pour risques professionnels indiquant la nature, la durée et les montants de la garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 14- RÉSILIATION DE L'ACCORD CADRE

Les conditions de résiliation du marché sont fixées au chapitre 8 du CCAG-TIC.

Le marché pourra également être résilié sans indemnité et sans mise en demeure préalable, en cas de non-transmission des pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail ou en cas d'inexactitude des documents ou renseignements transmis.

En cas de nécessité, l'exécution des prestations sera effectuée par un tiers aux frais et risques du titulaire en application de l'article 54 du CCAG-FCS.

ARTICLE 15- RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du marché, et après épuisement des procédures amiables, le tribunal administratif de Lyon est seul compétent.

ARTICLE 16- DÉROGATIONS AU CCAG-TIC

Articles du CCAP	Articles du CCAG-TIC	Objet de la dérogation
4	13.1.1	Point de départ du délai d'exécution du marché
6	4.1	Ordre de priorité pièces constitutives du marché
13.1	14.1.1 et 14.1.3	Montant et application des pénalités
15	9.2	Transmission de l'attestation d'assurance